



**RAPPORT DE LA
CONSULTATION SUR
LA MISE EN ŒUVRE
DU DÉVELOPPEMENT
DURABLE
(COSDI)**

Juin, 1999



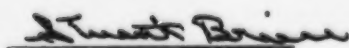
Manitoba

RAPPORT DE LA

CONSULTATION SUR LA MISE EN ŒUVRE
DU DÉVELOPPEMENT DURABLE
(COSDI)

Juin 1999

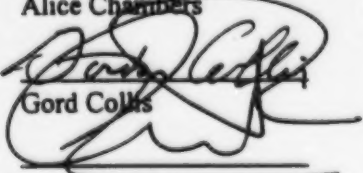
Les principaux membres du Groupe de consultation sur la mise en œuvre du développement durable (COSDI) sont heureux de présenter ce rapport au gouvernement du Manitoba. Les signatures apposées ci-dessous témoignent d'un accord général quant à la vision et au contenu de ce rapport. Même si l'on ne peut pas dire que tous les membres du groupe principal sont unanimes pour ce qui est d'appuyer toutes les recommandations qui figurent dans ce rapport, ils sont tous néanmoins d'avis que l'adoption de l'ensemble de ces mesures par le gouvernement ferait beaucoup pour promouvoir la mise en œuvre du développement durable au Manitoba.



Stuart Briese

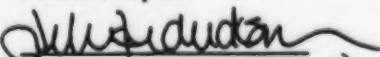


Alice Chambers

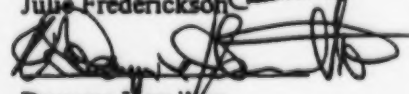


Gord Collis

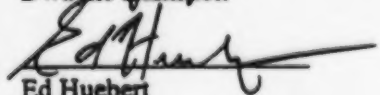
Radha Curpen



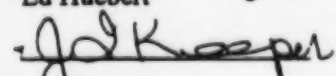
Julie Frederickson (Resau)



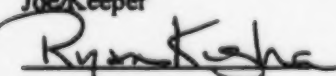
Dwayne Hamilton



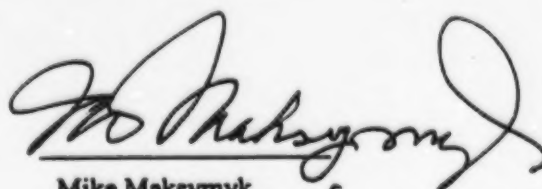
Ed Huebert



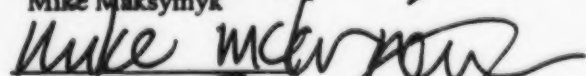
Joe Keeper



Ryan Kustra



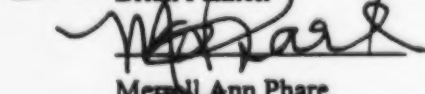
Mike Maksymyk



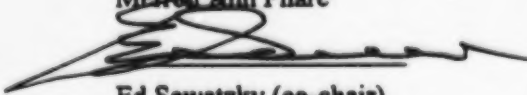
Mike McKernan



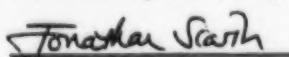
Brian Pannell



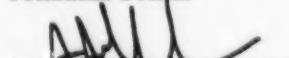
Merrell Ann Phare



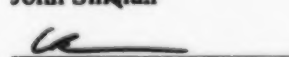
Ed Sawatzky (co-chair)



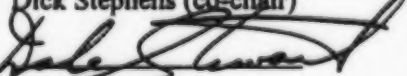
Jonathan Scarth



John Sinclair



Dick Stephens (co-chair)



Dale Stewart

Signé le 10 mai 1999

TABLE DES MATIÈRES

GLOSSAIRE	3
SYNOPSIS	5
CONTEXTE	9
VISION ET ATTRIBUTS	12
RECOMMANDATIONS	14
1. PLAN PROVINCIAL	14
2. PLANS MUNICIPAUX	16
3. PLANS ZONAUX	17
4. ÉVALUATION ET EXAMEN DU DÉVELOPPEMENT	22
5. PARTICIPATION DU PUBLIC	27
6. INTERFACE FÉDÉRALE-PROVINCIALE	32
7. INTERFACE AVEC LES AUTOCHTONES	33
8. RESPONSABILITÉ	36
ANNEXE A	38
ANNEXE B	41
ANNEXE C	42

GLOSSAIRE

- **Cadre de référence** – Les instructions données au jury, à la CPE par exemple, lors de la tenue d'activités telles que des audiences publiques.
- **Composants du développement durable** – Les expressions « composants du développement durable », « développement durable », « durabilité » et « facteurs de durabilité » employées dans les recommandations englobent toutes des considérations liées à l'économie, à la société, à l'environnement, à la culture et à la santé humaine.
- **Développement durable** – Est défini dans la Loi sur le développement durable comme étant un développement qui « permet de répondre aux besoins du présent sans compromettre la possibilité pour les générations futures de satisfaire les leurs¹ ».
- **Directives** – Directives données au promoteur du projet stipulant l'information exigée et la marche à suivre pour l'évaluation des effets.
- **Effet** – Terme neutre désignant les effets bénéfiques et les effets nuisibles d'un plan ou d'un projet.
- **Évaluation et examen des effets** – L'évaluation et l'examen de tous les facteurs de durabilité, entre autres la santé de l'environnement, de l'économie, de la société, de la culture et des êtres humains. Les expressions « évaluation et examen des effets », « processus d'évaluation et d'examen », « processus d'évaluation », « évaluation et examen » et « évaluation des effets » sont utilisées de façon interchangeable.
- **Peuples autochtones** – La définition de « peuples autochtones » utilisée dans le présent document est la définition légale donnée dans la constitution canadienne. Elle comprend les Indiens (Indiens inscrits vivant dans une réserve ou en dehors, Premières Nations, Indiens non inscrits, Indiens visés par un traité et Indiens non visés par un traité), les Métis et les Inuit.
- **Principes et directives de développement durable** – Les principes et directives de développement durable adoptés par le Manitoba et énoncés dans la Loi sur le développement durable.
- **Promoteur** – Toute personne, y compris le gouvernement, intéressée à proposer un plan, une importante affectation de ressources ou un projet d'aménagement.
- **Public** – S'emploie dans deux sens aux fins du présent rapport. Dans le cas des conditions de notification et à certains autres égards, « le public » signifie l'ensemble du public. Dans d'autres cas, particulièrement pour ce qui est de la participation à une

¹ La définition provient originalement de *Notre avenir à tous*, de la Commission mondiale de l'environnement et du développement, 1987.

évaluation des effets ou à la planification, « le public » signifie toutes les personnes dont le désir de participer n'est ni frivole, ni vexatoire.

- **Ressources** – Dans le présent rapport, signifie les ressources naturelles du Manitoba, tant aquatiques que terrestres, à moins d'indication contraire.

SYNOPSIS

En mars 1997, le premier ministre du Manitoba a annoncé l'intention du gouvernement de former une consultation de multiples intéressés qui serait chargée de déterminer la meilleure façon pour le Manitoba de mettre en œuvre les principes et directives de développement durable lors de la prise de décisions, y compris les décisions relatives à la gestion de l'environnement, à la concession de permis, à l'aménagement du territoire et aux processus de réglementation, et de faire des recommandations au gouvernement à ce sujet.

À l'automne 1997, un groupe principal de dix-huit personnes, présidé par deux employés du gouvernement, a été constitué pour mettre sur pied cette consultation. Les membres du groupe principal, qui représentaient une grande diversité d'intérêts, d'expériences et de points de vue, ont tous accepté de participer non à titre de représentants d'une organisation, mais à titre d'experts désireux d'apporter à la consultation leurs connaissances et expériences personnelles dans le domaine de la gestion des ressources, de l'aménagement du territoire et des processus d'approbation environnementale.

Pour que la démarche soit véritablement représentative, on a également formé un comité consultatif de soixante membres chargé d'examiner le travail du groupe principal et de lui soumettre des commentaires et suggestions. Contrairement aux membres du groupe principal, la plupart des membres du comité consultatif représentaient une organisation particulière, telle que association sectorielle, groupe écologiste, association municipale, administration locale, organisation professionnelle, industrie, entreprise ou groupe d'action sociale.

Le groupe principal s'est rendu compte dès le début de ses délibérations qu'il était nécessaire d'inclure les plans de mise en valeur des ressources et les affectations importantes de ressources dans ses considérations. Le groupe estime que ces activités sont des éléments intégraux de l'aménagement du territoire et de la gestion de l'environnement.

Le présent rapport décrit la vision de la mise en œuvre des principes et directives de développement durable adoptée par le gouvernement et recommande les actions qui sont nécessaires à la concrétisation de cette vision. Voici la vision et ses attributs, qui l'élaborent :

Énoncé de vision général

La collaboration de tous les Manitobains à l'établissement d'un cadre intégré pour l'aménagement des grandes zones et des municipalités, les importantes affectations de ressources et les décisions de gestion de l'environnement, afin d'assurer le développement durable au Manitoba.

Attributs de la vision

Le cadre proposé :

- *s'inspirera des processus de prise de décision qui existent actuellement au Manitoba et conservera les bons aspects de ces processus, tout en favorisant l'établissement de meilleurs liens et l'action coopérative.*
- *mettra en place des processus d'examen et de prise de décision effectifs, efficaces, transparents, opportuns, englobants et responsables.*
- *mettra en place des systèmes de contrôle qui mesureront l'effet des décisions prises, qui fourniront des ressources humaines et fiscales pour évaluer les propositions, faire respecter les décisions prises et mettre ces décisions à exécution, et qui définiront des indicateurs pertinents et pratiques capables de mesurer la durabilité des décisions prises.*
- *garantira, tout en tenant compte des transitions et des imprévus, que les plans d'aménagement guident le développement, et non l'inverse.*
- *prévoira l'élaboration de politiques et de stratégies provinciales de développement durable pour guider l'aménagement des grandes zones. C'est dans ce contexte que les districts et municipalités dresseront leur plan d'aménagement, et ces derniers plans, de leur côté, serviront de paramètres pour l'évaluation et l'examen des projets d'aménagement particuliers.*
- *exigera l'élaboration de plans d'aménagement zonaux et de plans d'aménagement municipaux et encouragera fortement la formation, l'expansion et l'amalgamation de districts d'aménagement.*
- *sera assez flexible pour tenir compte des variations institutionnelles, sociales, culturelles, écologiques et autres entre les régions du Manitoba, qui peuvent être urbaines ou rurales et dans les terres de la Couronne du Nord ou dans les municipalités du Sud.*
- *intégrera la participation véritable du public, entre autres en lui facilitant l'accès à l'information actuelle, dans l'élaboration des stratégies, des politiques et des lois, dans la planification de la mise en valeur des ressources et de l'aménagement du territoire, dans les importantes affectations de ressources et dans la prise de décisions de gestion de l'environnement.*
- *veillera à ce que les processus de prise de décision et les décisions qui en résultent reconnaissent et prennent en compte les autres gouvernements (fédéral, provinciaux, municipaux, autochtones) et les obligations qui incombent au gouvernement en vertu d'accords interprovinciaux, nationaux et internationaux.*

- *encouragera une approche de l'examen du développement (évaluation des effets) dans laquelle les promoteurs, les responsables de la réglementation, les décideurs municipaux et le public déterminent conjointement l'information à fournir et les conditions de l'examen du développement, afin de diminuer le besoin de longues audiences et la possibilité de litiges.*
- *reconnaîtra que la réalisation de certaines parties de la vision est un processus à long terme et prévoira une transition graduelle bien gérée, qui permettra par ailleurs d'éduquer comme il se doit le public et les institutions.*

Points saillants des recommandations

Les recommandations sont principalement axées sur le besoin de :

- *élaborer, adopter et mettre en œuvre des politiques provinciales de développement durable.*
- *revoir les stratégies de développement durable existantes pour s'assurer qu'elles constituent un cadre intégré, complet, compréhensible et à jour pour la mise en œuvre du développement durable.*
- *exiger une planification intégrée du développement durable basée sur des grandes zones, comme les bassins hydrographiques.*
- *mettre en œuvre la politique des plans d'aménagement zonaux, dans les régions du Manitoba qui sont organisées en municipalités, en exigeant l'élaboration de plans d'aménagement, la soumission des plans proposés à l'examen de la province et du public et, en dernier lieu, l'approbation par la province des plans de développement durable des municipalités ou districts et de leurs modifications.*
- *affecter les ressources en fonction des plans de développement durable des grandes zones ou en faisant l'évaluation et l'examen des effets des importantes affectations et utilisations de ressources conformément à la Loi sur l'environnement – selon le principe qu'un travail bien fait et à jour n'a pas besoin d'être refait.*
- *obliger les municipalités à réviser leur plan d'aménagement et à adopter un plan qui tient compte des composants du développement durable, et les aider à mettre en œuvre ces plans d'aménagement.*
- *tenir compte de tous les facteurs de durabilité dans le concept d'évaluation des effets, c'est-à-dire les effets sur l'environnement, sur l'économie, sur la société, sur la culture et sur la santé.*
- *inclure l'examen de l'exhaustivité des activités de planification et de préparation de la demande de permis dans le processus d'évaluation des effets. Si ces activités de planification et de préparation satisfont clairement aux conditions de l'évaluation des*

effets et fournissent l'information exigée, elles pourront compter lors de l'évaluation des effets.

- *mettre en place des processus qui permettent une consultation et une participation effectives et valables du public à tous les niveaux de planification, d'affectation importante de ressources et d'évaluation des effets.*
- *respecter les obligations et engagements interprovinciaux, nationaux et internationaux du Manitoba dans la prise de décisions sur l'environnement, la mise en valeur des ressources et l'aménagement du territoire.*
- *collaborer avec les peuples autochtones à l'élaboration d'un protocole coopératif qui assure la participation effective des peuples autochtones lorsque les plans d'aménagement du territoire et de mise en valeur des ressources, une importante affectation de ressources, la concession de permis et les mécanismes de réglementation, y compris l'évaluation des effets, ont une incidence sur ces peuples et sur leurs terres ou sur leur capacité de jouir de leurs droits ancestraux ou issus de traités.*
- *nommer un vérificateur du développement durable, qui serait chargé de surveiller la mise en œuvre du développement durable au sein du gouvernement provincial et d'en rendre compte au public.*

Le groupe principal espère que le gouvernement acceptera ces recommandations et qu'il entamera le processus de mise en œuvre. Nous sommes conscients du fait que la mise en œuvre de la vision et des recommandations suscitera de nombreuses questions, et que leur mise en œuvre complète est un travail de longue haleine.

Le groupe principal s'est appuyé sur les conseils et les critiques constructives du comité consultatif pour formuler la vision et les recommandations, et tient à souligner le rôle important qu'a joué ce comité.

CONTEXTE

La Loi sur le développement durable définit le développement durable comme étant un développement « qui permet de répondre aux besoins du présent sans compromettre la possibilité pour les générations futures de satisfaire les leurs. » La loi, promulguée le 1^{er} juillet 1998, donne force de loi à la Liste des principes et des directives de développement durable du Manitoba, qui doivent guider la conduite et la prise de décision de tous les ministères, organismes gouvernementaux et corporations de la Couronne.

En mars 1997, le premier ministre du Manitoba a annoncé l'intention du gouvernement de former une consultation de multiples intéressés qui serait chargée de déterminer la meilleure façon pour le Manitoba de mettre en œuvre les principes et directives de développement durable lors de la prise de décisions, y compris les décisions relatives à la gestion de l'environnement, à la concession de permis, à l'aménagement du territoire et aux processus de réglementation, et de faire des recommandations au gouvernement à ce sujet.

À l'automne 1997, un comité de dix-huit personnes (le groupe principal), coprésidé par deux employés du gouvernement, a été constitué pour mettre sur pied cette consultation. Les membres du groupe principal, qui représentaient une grande diversité d'intérêts, d'expériences et de points de vue, ont tous accepté de participer non à titre de représentants d'une organisation, mais à titre d'experts désireux d'apporter à la consultation leurs connaissances et expériences personnelles dans le domaine de la gestion des ressources, de l'aménagement du territoire et des processus d'approbation environnementale.

Pour que la démarche soit véritablement représentative, on a invité différentes organisations, telles que associations sectorielles, groupes écologistes, associations municipales, administrations locales, organisations professionnelles, industries, entreprises, groupes autochtones et groupes d'action sociale, à former un comité consultatif qui passerait en revue le travail du groupe principal et lui soumettrait ses commentaires et suggestions. Il en est résulté un comité consultatif de soixante personnes, dont les membres représentaient leur organisation dans les conseils qu'ils transmettaient au groupe principal.

Pendant dix-huit mois, le groupe principal s'est réuni régulièrement, a formé des sous-comités pour étudier certaines questions précises, parlé de processus avec le personnel du gouvernement, fait des recherches sur l'expérience néo-zélandaise de mise en œuvre du développement durable, fait des études de cas, discuté avec le comité consultatif à l'occasion d'ateliers et étudié les mémoires présentés par certains représentants du comité consultatif. Après avoir rédigé, en consultation, un énoncé de vision et des attributs, le groupe a formulé une série de recommandations pour réaliser cette vision.

Le comité consultatif recevait les notes des réunions du groupe principal, la documentation, les rapports des sous-comités et les versions provisoires du rapport final, qu'il a étudiés et commentés. On a organisé trois ateliers pour permettre au comité consultatif de participer plus directement aux délibérations. Alors que le taux de participation du comité consultatif a été plutôt variable, son taux de présence aux ateliers a été raisonnablement élevé, allant de 25 à 50 membres par atelier. Peu de mémoires ont été présentés, malgré qu'ils étaient bienvenus. Ceux qui ont été reçus, toutefois, étaient exhaustifs et constructifs. Des groupes autochtones avaient été invités à faire partie du comité consultatif, mais ils n'ont pas répondu à l'invitation.

Le groupe principal s'est rendu compte dès le début de ses délibérations qu'il était nécessaire d'inclure les plans de mise en valeur des ressources et les affectations importantes de ressources dans ses considérations. Il estime que ces activités sont des éléments intégraux de l'aménagement du territoire et de la gestion de l'environnement.

Le groupe principal a relevé de nombreux points forts dans les mécanismes individuels de prise de décision qui existent actuellement, mais il a aussi remarqué diverses façons d'améliorer le système et conclu qu'établir des liens stratégiques entre ces mécanismes améliorerait l'efficacité de l'ensemble du processus de prise de décision. Mettre en place des processus officiels stipulant que les décisions doivent être conformes aux politiques provinciales et aux plans d'aménagement des grandes zones résulterait en une approche plus intégrée de l'utilisation des terres, de l'eau et des autres ressources. Les grandes zones pourraient être des régions distinctes, comme la capitale, ou des régions géographiques naturelles, comme un bassin hydrographique. Le groupe principal estime également que le public peut jouer un rôle plus important dans la prise de décisions de développement durable, surtout aux premières étapes des plans d'aménagement, des affectations importantes de ressources et des examens du développement. Il a signalé qu'une participation effective du public dès le début, lors de la planification et de la conception du projet, peut réduire de beaucoup le besoin de tenir des audiences dilatoires hostiles et coûteuses par après, au moment du processus d'examen, ainsi que l'éventualité d'actions judiciaires.

Le groupe principal estime que ces idées sont compatibles avec les principes et directives de développement durable (Annexe A) énoncés dans la Loi du Manitoba sur le développement durable.

Le présent rapport peint une vision d'un cadre intégré de prise de décision et décrit les attributs de ce cadre. Il recommande aussi les actions qui sont nécessaires pour réaliser cette vision. La vision et les recommandations ont été formulées pour être présentées au gouvernement du Manitoba comme moyens d'intégrer et de mettre en œuvre les principes et directives de développement durable dans la prise de décisions relatives à l'environnement et à l'aménagement du territoire (y compris les décisions sur la mise en valeur des ressources et les affectations importantes de ressources) partout au Manitoba.

L'adoption et la mise en œuvre de ces recommandations auront probablement une incidence sur les activités exigées en vertu de lois telles que la Loi sur l'environnement, la Loi sur l'aménagement du territoire, la Loi sur la Ville de Winnipeg, la Loi sur les Affaires du Nord, diverses lois manitobaines sur la gestion des ressources, et des règlements passés en vertu de ces lois.

Le groupe principal espère que le gouvernement acceptera ces recommandations et qu'il entamera le processus de planification de leur mise en œuvre. Le groupe est conscient du fait que la mise en œuvre de la vision et des recommandations soulèvera de nombreuses questions, et que leur mise en œuvre complète est un travail de longue haleine. Il espère donc que le Manitoba prévoira des occasions de faire une discussion plus poussée de ces questions pendant la planification de la mise en œuvre et qu'il se fixera des objectifs, avec des échéances claires, pour la mise en œuvre des recommandations du présent rapport.

VISION ET ATTRIBUTS

Le groupe principal, en consultation avec le comité consultatif, a convenu d'une vision pour la prise de décision au Manitoba qui facilitera la mise en œuvre du développement durable dans la province. Cette vision est centrée sur la nécessité d'avoir une bonne base de planification et d'établir des liens entre les plans d'aménagement, les affectations importantes de ressources et l'évaluation et l'examen de projets de développement précis. La vision consiste d'un énoncé général accompagné d'une série d'attributs visant à clarifier et à préciser la vision.

Énoncé de vision général

La collaboration de tous les Manitobains à l'établissement d'un cadre intégré pour l'aménagement des grandes zones et des municipalités, les importantes affectations de ressources et les décisions de gestion de l'environnement, afin d'assurer le développement durable au Manitoba.

Attributs de la vision

Le cadre proposé :

- s'inspirera des processus de prise de décision qui existent actuellement au Manitoba et conservera les bons aspects de ces processus, tout en favorisant l'établissement de meilleurs liens et l'action coopérative.
- mettra en place des processus d'examen et de prise de décision effectifs, efficaces, transparents, opportuns, englobants et responsables.
- mettra en place des systèmes de contrôle qui mesureront l'effet des décisions prises, qui fourniront des ressources humaines et fiscales pour évaluer les propositions, faire respecter les décisions prises et mettre ces décisions à exécution, et qui définiront des indicateurs pertinents et pratiques capables de mesurer la durabilité des décisions prises.
- garantira, tout en tenant compte des transitions et des imprévus, que les plans d'aménagement guident le développement, et non l'inverse.
- prévoira l'élaboration de politiques et de stratégies provinciales de développement durable pour guider l'aménagement des grandes zones. C'est dans ce contexte que les districts et municipalités dresseront leur plan d'aménagement, et ces derniers plans, de leur côté, serviront de paramètres pour l'évaluation et l'examen des projets d'aménagement particuliers.
- exigera l'élaboration de plans d'aménagement zonaux et de plans d'aménagement municipaux et encouragera fortement la formation, l'expansion et l'amalgamation de districts d'aménagement.

- sera assez flexible pour tenir compte des variations institutionnelles, sociales, culturelles, écologiques et autres entre les régions du Manitoba, qui peuvent être urbaines ou rurales et dans les terres de la Couronne du Nord ou dans les municipalités du Sud.
- intégrera la participation véritable du public, entre autres en lui facilitant l'accès à l'information actuelle, dans l'élaboration des stratégies, des politiques et des lois, dans la planification de la mise en valeur des ressources et de l'aménagement du territoire, dans les importantes affectations de ressources et dans la prise de décisions de gestion de l'environnement.
- veillera à ce que les processus de prise de décision et les décisions qui en résultent reconnaissent et prennent en compte les autres gouvernements (fédéral, provinciaux, municipaux, autochtones) et les obligations qui incombent au gouvernement en vertu d'accords interprovinciaux, nationaux et internationaux.
- encouragera une approche de l'examen du développement (évaluation des effets) dans laquelle les promoteurs, les responsables de la réglementation, les décisionnaires municipaux et le public déterminent conjointement l'information à fournir et les conditions de l'examen du développement, afin de diminuer le besoin de longues audiences et la possibilité de litiges.
- reconnaîtra que la réalisation de certaines parties de la vision est un processus à long terme et prévoira une transition graduelle bien gérée, qui permettra par ailleurs d'éduquer comme il se doit le public et les institutions.

RECOMMANDATIONS

Pendant ses délibérations, le groupe principal s'est appuyé sur des études de cas, sur des exposés et entrevues donnés par des employés du gouvernement et sur les recherches effectuées par son personnel pour évaluer l'état actuel de la situation au Manitoba. Les conclusions qu'il en a tirées sont partagées. Bon nombre des éléments nécessaires à un système de prise de décision efficace existent déjà. Cependant, certaines améliorations sont possibles pour véritablement intégrer les principes et directives de développement durable dans les processus de prise de décision et dans les décisions mêmes, y compris la gestion de l'environnement, la concession des permis, l'aménagement du territoire, la mise en valeur et l'affectation des ressources et les processus de réglementation.

Le groupe principal estime que l'adoption et l'application des recommandations suivantes contribueraient considérablement à la mise en œuvre ordonnée et effective des principes et directives de développement durable dans la prise de décisions relatives à l'environnement, aux ressources et à l'aménagement du territoire au Manitoba. Il suggère au gouvernement d'envisager l'élaboration d'un plan de mise en œuvre comportant des objectifs précis et des échéances qui permettraient une transition graduelle vers la mise en œuvre de ces recommandations.

1. Plan provincial

Le Manitoba a une liste de principes et de directives de développement durable, une série de stratégies (sectorielles et régionales) de développement durable, des politiques provinciales d'occupation des sols et un vaste assortiment de lois et de règlements.

Au fil des ans, le Manitoba a défini et pris en compte de nombreux composants distincts du développement durable, mais une intégration plus poussée s'impose. La mise en œuvre complète des principes et directives de développement durable dans la prise de décisions relatives à l'environnement, à l'aménagement du territoire et aux ressources du Manitoba requiert une approche plus intégrée de l'élaboration et de la mise en œuvre des mesures nécessaires.

Le Manitoba a adopté des politiques provinciales d'occupation des sols et une série croissante de stratégies de développement durable. Ces instruments doivent être revus, révisés et élargis de façon à englober tous les composants du développement durable (économie, environnement, société, culture et santé humaine), éliminer tous les conflits possibles, incorporer les nouvelles connaissances et prévoir la consultation périodique du public. Les politiques et stratégies révisées seraient la toile de fond de tous les plans d'aménagement manitobains.

Les liens entre les politiques, stratégies et processus actuels laissent à désirer; par conséquent, ils ne sont pas utilisés de manière intégrée. Il est rare qu'on essaie de

coordonner les processus de prise de décisions lors de l'examen de projets d'aménagement et qu'on s'efforce conjointement de faire respecter les stratégies de développement durable existantes.

Le groupe principal, par conséquent, recommande une démarche structurée et intégrée pour la prise de décisions de développement durable relatives à l'environnement, à l'aménagement du territoire et à l'affectation des ressources. Il suggère que la prise des décisions se fasse dans le contexte des autres décisions, à l'aide de processus exhaustifs de planification, d'affectation des ressources et d'examen du développement.

Recommandations

Le groupe recommande :

Politiques et stratégies de développement durable

- A) que le Manitoba élabore, adopte et mette en œuvre des politiques provinciales de développement durable. Ces politiques viseraient les processus de mise en valeur et d'affectation des ressources naturelles, de gestion de l'environnement, d'aménagement du territoire et d'examen du développement, ainsi que les processus de réglementation, afin qu'ils tiennent tous compte de tous les composants du développement durable (économie, environnement, société, culture et santé humaine). Par ailleurs, les politiques provinciales actuelles d'occupation des sols pourraient constituer le point de départ de l'élaboration d'un ensemble complet de politiques de développement durable.**
- B) que le Manitoba passe en revue ses stratégies de développement durable actuelles pour s'assurer qu'elles forment un cadre intégré, complet, compréhensible et à jour pour la mise en œuvre du développement durable au Manitoba.**
 - a) Il faut soumettre ces stratégies à un examen public périodique pour qu'elles restent compatibles avec les connaissances et valeurs contemporaines. Il faut les modifier pour éliminer tout conflit et pour qu'elles orientent d'une manière intégrée les processus d'aménagement du territoire et de mise en valeur des ressources, d'affectation importante de ressources et d'examen du développement.**
- C) que le Manitoba mette en place un processus de consultation publique valable pour examiner et réviser les lois concernées (Loi sur l'environnement, Loi sur l'aménagement du territoire, Loi sur la ville de Winnipeg, Loi sur les Affaires du Nord, Loi sur les municipalités et lois sur la gestion des ressources), afin que les processus de prise de décision soient compatibles avec les principes et directives de développement durable, les meilleures informations actuelles et les recommandations du présent rapport.**

2. Plans municipaux

Les plans d'aménagement dressés au Manitoba proviennent pour la plupart de l'exploitation de possibilités d'aménagement précises et des administrations municipales. La planification actuelle est axée avant tout sur l'aménagement du territoire. Pour véritablement mettre en œuvre les principes et directives de développement durable, la planification doit tenir compte de tous les composants du développement durable, pas seulement de l'aménagement du territoire. L'environnement, l'économie, la société, la culture et la santé humaine sont des considérations importantes en planification.

Plus de la moitié des municipalités des régions rurales du Manitoba sont régies par un plan d'aménagement foncier du district ou de la municipalité. Un nombre croissant de municipalités rurales sont intéressées à former des districts de planification et à adopter des plans d'aménagement, principalement à cause du mouvement vers la production à la valeur ajoutée dans l'économie agricole. La planification, dans les régions rurales du Manitoba, est volontaire. En conséquence, bien des endroits au Manitoba n'ont aucun plan d'aménagement officiel; l'aménagement du territoire s'y fait de façon relativement désorganisée, guidé seulement par les politiques provinciales d'occupation des sols.

La ville de Winnipeg, par contre, est obligée de planifier. Le plan d'urbanisme de Winnipeg (Plan Winnipeg) a été élargi, à la suite d'examens récents, de façon à incorporer les facteurs de durabilité.

Recommandations

Le groupe recommande :

Plans municipaux ou de district

- A) que le Manitoba oblige les municipalités à revoir leurs plans d'aménagement actuels dans un délai raisonnable, afin que ces plans**
 - a) incluent des critères d'admissibilité des projets d'aménagement et spécifient les types d'aménagement compatibles et incompatibles avec la localité;**
 - b) tiennent compte des composants du développement durable.**
- B) que le Manitoba, en consultation avec les administrations municipales et le public, définisse des critères qui permettent d'évaluer la durabilité des plans d'aménagement.**
- C) que le Manitoba oblige toutes les municipalités et administrations locales qui n'ont présentement pas de plan d'aménagement à en adopter un qui tienne compte des composants du développement durable.**
- D) que le Manitoba fournisse un soutien aux municipalités pour les aider à mettre en application les points A), B) et C) ci-dessus.**

- E) que le Manitoba encourage les municipalités à se regrouper pour planifier à l'échelle du district.**
- F) que le Manitoba encourage les commissions de planification de district, les commissions des districts de conservation et les commissions de développement économique régional et local à coopérer et à coordonner leurs activités.**
- G) que le Manitoba oblige toutes les municipalités et commissions de planification de district à soumettre leur plan d'aménagement à un examen public tous les cinq ans au moins.**

3. Plans zonaux

Les décisions de planification et d'aménagement prises localement doivent tenir compte de l'écologie ainsi que de l'économie, de la société, de la culture et de la santé humaine. Les décisions d'aménagement doivent reposer sur une connaissance des rapports physiques et biologiques qui caractérisent ces systèmes. À l'heure actuelle, nous manquons d'information sur les aspects physiques et biologiques des systèmes naturels dans lesquels les Manitobains vivent et où ont lieu les activités d'aménagement. Les politiques et stratégies provinciales de développement durable, prises isolément, seront probablement de nature trop générale pour s'appliquer de façon fonctionnelle aux plans d'aménagement des municipalités et à la prise de décisions sur les projets. La réalisation du développement durable requiert un lien réel entre les politiques et stratégies générales de la province en matière de développement durable et les plans d'aménagement des municipalités et des administrations locales, la mise en valeur et l'affectation des ressources et les décisions relatives à des projets d'aménagement précis.

Ce lien devrait provenir de la division du Manitoba en « grandes zones », qui seraient régies par un « plan zonal de développement durable ». Ces grandes zones seraient délimitées en consultation avec les Manitobains et suivraient des frontières naturelles ou démographiques, comme un bassin hydrographique ou la région de la capitale. Procéder ainsi permettrait d'assembler de l'information ou des données scientifiques sur la capacité du milieu de supporter et d'absorber l'impact de l'activité humaine et de récupérer, de déterminer les seuils limites de l'environnement et des ressources naturelles. Effectuer des études et élaborer des plans de développement durable fondés sur des frontières naturelles telles qu'un bassin hydrographique ou un écosystème nous aidera à comprendre les restrictions environnementales et physiques que nous devons apporter au développement économique, social et culturel, ou à la protection et l'amélioration du milieu naturel et de la santé humaine.

Élaborer des plans zonaux de développement durable circonscrits par des frontières naturelles, comme un bassin hydrographique, permettrait d'approfondir notre savoir, de pousser notre connaissance des écosystèmes au-delà des frontières administratives et politiques, d'étudier des territoires plus vastes pendant de longues périodes de temps et en considérant à la fois le sol, l'eau et l'air. Un des buts des plans

zonaux serait de déterminer les principaux problèmes à régler à long terme (c.-à-d. plus de cinq ans) si l'on veut maintenir ou améliorer les valeurs de l'écosystème, de se fixer des objectifs et de veiller à ce qu'ils soient réalisés. (Voir figure 1)

Les plans zonaux de développement durable seraient élaborés par des comités consultatifs représentatifs des diverses parties intéressées, puis adoptés par le Manitoba comme extensions des politiques et stratégies de développement durable générales de la province. La mise en œuvre de ces plans varierait légèrement entre la partie du Manitoba qui est régie dans une large mesure par les lois sur les municipalités, sur l'aménagement du territoire et sur la ville de Winnipeg, et la partie du Manitoba qui se compose principalement de terres domaniales.

Le groupe principal propose que les plans zonaux établis dans le « Manitoba municipal » forment le fondement des plans de développement durables détaillés que les municipalités et districts de planification seraient obligés d'élaborer (plans locaux). Ceci permettrait d'aborder des thèmes plus larges, comme par exemple les possibilités de développement économique régional, les tendances en matière de peuplement ou l'expansion démesurée, la planification du transport et les politiques de développement agricole. Les plans d'aménagement locaux examinés et approuvés par le Manitoba mettraient en application les politiques des plans zonaux. Des représentants des municipalités comprises dans la zone feraient partie, avec d'autres, du comité consultatif de planification du développement durable de la zone. Nous n'envisageons pas que ces comités consultatifs de planification des grandes zones deviennent un autre échelon de planification ou niveau de gouvernement. Dans les régions formées principalement de terres domaniales, il peut n'y avoir aucune entité locale de planification. Dans ce cas, le plan zonal de développement durable serait le seul plan d'aménagement en vigueur.

Étant donné l'état de l'information que l'on peut se procurer aujourd'hui sur les sols et les ressources, on s'attend à ce que les plans d'aménagement des grandes zones varient considérablement d'une zone à une autre dans leurs détails.

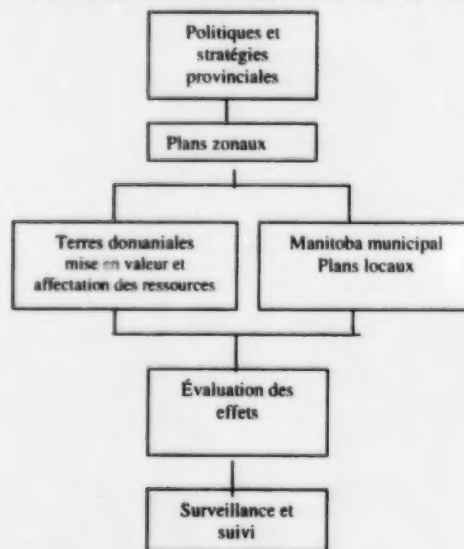


Schéma 1

Certains s'appuieront sur des recherches limitées et seront surtout une exposition élargie des principes et directives, alors que d'autres pourront comprendre des études plus poussées et mener à la production de calques indiquant le zonage et les projets d'aménagement particuliers possibles, les zones protégées, et l'utilisation actuelle et possible des terres, de l'eau et des autres ressources naturelles. Le partage des pouvoirs de décision entre les autorités locales et le Manitoba ne changerait pas. Les projets d'aménagement qui répondent aux critères du seuil réglementaire seraient soumis au processus d'évaluation des effets établi par la province. L'envergure de l'évaluation serait déterminée en partie par le détail du plan d'aménagement de la municipalité ou du district et par la conformité du projet au plan d'aménagement local.

Le processus d'évaluation des effets serait aussi influencé par le type, l'étendue et la qualité de la planification effectuée dans la grande zone. Par exemple, si le plan d'aménagement prévoit explicitement le projet ou le type de projet en question, il ne sera pas aussi nécessaire d'examiner le bien-fondé de ce projet d'aménagement dans l'évaluation. En revanche, si le plan est de nature très générale, il se peut que l'évaluation doive examiner le bien-fondé du projet et son incidence sur l'aménagement du territoire et la mise en valeur des ressources en plus de ses effets sur l'environnement, l'économie, la société, la culture et la santé humaine. Dans cette gamme, nous espérons que les plans complets viendront graduellement à prédominer.

L'affectation de ressources au-delà d'un seuil précis serait soumise à une évaluation des effets, généralement dans le cadre de l'évaluation d'un projet particulier. La première étape de l'évaluation consisterait à déterminer le détail du plan d'aménagement municipal ou zonal applicable, son acceptation par le public et le degré de conformité du projet au plan. Plus le plan d'aménagement est détaillé et accepté par le public, plus le projet est conforme au plan, et plus il est probable que l'évaluation du projet soit simple et spécifique. Autrement dit, l'évaluation des effets vérifierait que toutes les questions pertinentes ont été étudiées comme il se doit, soit à l'étape de la planification, soit à l'étape de la proposition. (Voir figure 2) L'évaluation pourrait se conclure par l'acceptation du projet d'aménagement ou d'affectation de ressources, sous réserve de certaines conditions, ou par son rejet, habituellement pour des raisons environnementales ou autres, si le projet est considéré comme non durable.

Recommandations

Le groupe recommande :

Plan d'aménagement zonal intégré

- A) que le Manitoba, afin de mettre en œuvre les politiques et stratégies provinciales de développement durable (y compris les politiques provinciales d'occupation des sols), exige une planification intégrée du développement durable basée sur des grandes zones. Ces zones de planification seraient probablement délimitées en fonction de bassins hydrographiques, de régions géographiques et de régions urbaines (p. ex. la région de la capitale). La préférence marquée du groupe principal est de suivre les frontières naturelles, telles que les bassins hydrographiques, pour délimiter les grandes zones. Il est important que ces plans d'aménagement zonaux finissent par couvrir toute la province, avec un minimum de chevauchements.**
- B) que le processus de planification de l'aménagement des grandes zones tienne compte des points suivants :**
 - a) l'intégration des composants du développement durable;**
 - b) les effets cumulatifs du plan, la possibilité d'inclure d'autres projets d'aménagement du territoire et de mise en valeur des ressources dans le**

plan, les engagements de protection de la faune, de la flore et des zones protégées pris par le Manitoba en vertu d'ententes provinciales, nationales et internationales, ainsi que le « principe de précaution », chaque fois que possible. Plusieurs facteurs, y compris l'intervalle entre les mises à jour du plan et l'incertitude des futurs projets et effets, limiteront la capacité du processus de planification de tenir compte des effets cumulatifs du plan, des engagements pris par le Manitoba en vertu d'ententes nationales et internationales et du principe de précaution.

- c) l'harmonisation des plans de développement durable des grandes zones.
- C) que le gouvernement, afin d'élaborer ces plans de développement durable des grandes zones et de les mettre en vigueur :
- a) délimite chaque grande zone au moyen d'une consultation publique;
 - b) nomme, pour chaque zone, un comité consultatif de planification du développement durable ad hoc composé d'un groupe représentatif de personnes bien informées, vivant en majorité dans la région visée, qui serait chargé d'élaborer le plan d'aménagement de la grande zone. Le comité devrait comprendre des représentants de la municipalité, des représentants du district de conservation, le cas échéant, et des représentants du public, et prévoir d'autres moyens pour le public de faire valoir son opinion;
 - c) fournisse des ressources humaines et fiscales et un soutien suffisants aux comités consultatifs de planification du développement durable afin qu'ils puissent entreprendre les études nécessaires, faire participer le public et préparer le plan;
 - d) tienne des audiences pour adopter le plan de développement durable de la grande zone, une fois celui-ci terminé et soumis à son approbation, comme extension aux politiques et stratégies provinciales de développement durable dans cette zone;
 - e) passe périodiquement en revue les plans zonaux, à tous les cinq ans au minimum, en les soumettant à un examen public en bonne et due forme;
 - f) mette en œuvre les dispositions des plans de développement durable des grandes zones, dans les régions du Manitoba qui sont organisées en municipalités, en rendant obligatoires l'élaboration de plans de développement durable par les municipalité ou districts, ainsi que l'examen et l'approbation de ces plans et de leurs modifications par la province. L'objet de l'examen des plans de développement durable des municipalités et districts serait de s'assurer que ces plans sont conformes aux politiques et directions générales énoncées dans les plans zonaux. Le Manitoba pourrait aussi envisager de laisser le comité consultatif en place et y faire appel pour

les revues périodiques du plan et comme source permanente de conseils relatifs à la mise en œuvre du plan.

- g) assujettisse toute affectation importante de ressources par le Manitoba aux conditions du plan zonal.**
- h) il est entendu qu'une affectation importante de ressources soulève de nombreuses questions qui devront être étudiées et réglées conformément aux critères d'information et de participation publique établis pour l'évaluation des effets. Il faut, autant que possible, se pencher sur ces questions lors de l'élaboration du plan zonal. Si cela n'est pas fait, toutefois, il faudra les examiner parallèlement à l'évaluation des effets du projet, ou dans le cadre de cette évaluation. Pour faciliter ce processus, il faudra ajouter les affectations importantes de ressources au Règlement sur les diverses catégories d'exploitations. (Le présent rapport ne cherche pas à définir précisément ce qu'est une affectation importante de ressources, sauf pour dire que le groupe principal ne vise pas la multitude de petits permis d'exploitation, bien qu'il reconnaisse que l'affectation puisse être importante à cause de son envergure ou à cause de la rareté ou de la fragilité de la ressource. Le groupe principal laisse le soin de préciser la définition à une future itération.)**

Observation : Le plan zonal orienterait et coordonnerait les activités des districts de planification et de conservation, des corporations de développement régional et local, etc. là où ils existent, et offrirait des lignes directrices générales pour aider à déterminer les infrastructures, les mises en valeur et affectations de ressources, les mesures de conservation, les zones protégées, les services économiques et sociaux, les transports et les types de développement à encourager dans la zone visée.

Observation : Nous envisageons, avec le temps, la fusion éventuelle des commissions de planification de district, des commissions des districts de conservation et des corporations de développement économique en autorités zonales qui auraient compétence sur une région correspondant à peu près à la grande zone, éliminant ainsi graduellement la nécessité d'avoir ces commissions individuelles.

4. Évaluation et examen du développement

À l'heure actuelle, les processus de prise de décisions sur des projets précis (p. ex. évaluation et examen des incidences sur l'environnement, décisions relatives à une affectation importante de ressources, modifications des plans de développement) ne sont, dans bien des cas, pas coordonnés et ne tiennent pas compte de toute la gamme prescrite de considérations (écologie, économie, société, culture et santé humaine) au moment des examens et évaluations.

Afin d'être assez flexible pour s'appliquer aux différents degrés de planification, le processus d'évaluation doit permettre de faire une évaluation méthodique d'une vaste gamme de paramètres, y compris l'aménagement du territoire et la mise en valeur des ressources, les effets cumulatifs et les retombées sociales et économiques, et le faire avec une forte participation du public. Il doit permettre un usage discrétionnaire de ces capacités, essentiellement pour que le processus d'évaluation puisse être adapté à la situation. Il faudra dresser des lignes directrices pour guider l'emploi de ce pouvoir discrétionnaire. Les décisions et leurs raisons doivent être transparentes.

Il faut encourager les promoteurs à consulter le public dès le début de la planification de leur projet (avant la demande de permis) afin de traiter les problèmes dès le début et de tenir compte des perspectives du public dans la conception du projet. Si ce processus est adopté par le promoteur et que les problèmes sont réglés (des moyens de médiation seront prévus), le processus officiel d'évaluation environnementale pourra être abrégé d'autant et ne porter que sur les problèmes non résolus et les mesures d'atténuation. (Voir figure 3) Il est impératif de traiter adéquatement tous les problèmes pertinents, soit avant la demande de permis, soit au moment de la demande. Déterminer immédiatement les problèmes et les régler sans tarder est avantageux pour le promoteur comme pour le public, comme les résultats sont alors généralement plus certains.

La Loi sur l'environnement actuelle permet la modification des projets tant avant qu'après la concession du permis. Un test de signification des répercussions de la modification sur l'environnement sert à déterminer le processus à utiliser pour évaluer la modification. Si ces répercussions sont peu significatives, le ministère se contente de faire lui-même un examen interne du projet. Si elles sont significatives, il faut présenter une nouvelle proposition et suivre le processus habituel. C'est le directeur qui décide de la « signification » des répercussions. La faiblesse de ce processus est que la décision du directeur n'est pas transparente. Bien que le registre public contienne de l'information sur les modifications, on ne publie actuellement pas d'avis public dans le cas de modifications mineures.

Recommandations

Le groupe recommande :

Pouvoir décisionnaire

A) que le partage des pouvoirs de décision établi actuellement entre le Manitoba et les autorités municipales élues ne change pas.

Évaluation des effets

B) que le Manitoba élargisse le concept d'évaluation et passe de l'évaluation environnementale décrite dans la Loi sur l'environnement à une évaluation des effets qui comprend l'évaluation et l'examen de tous les facteurs de durabilité d'un projet. L'évaluation des effets mènerait à l'approbation (par la concession d'un permis, généralement assujéti à certaines conditions) ou au rejet du projet.

L'évaluation des effets comprendrait l'évaluation et l'examen de n'importe quelle combinaison des éléments suivants :

- a) l'objectif du projet;
- b) la description du projet;
- c) la méthode d'évaluation et les résultats de la consultation publique;
- d) l'analyse de solutions de rechange au projet et d'autres moyens de le réaliser, en incluant à chaque fois la possibilité de « ne rien faire »;
- e) le besoin (en le liant aux différentes solutions de rechange);
- f) la description du milieu existant et des zones possiblement touchées par les effets;
- g) la description des effets sur l'environnement;
- h) la description des effets sur la société, y compris la santé humaine et les valeurs culturelles et patrimoniales;
- i) la description des effets sur l'économie;
- j) la description des mesures d'atténuation des effets;
- k) la description des effets cumulatifs et interdépendants;
- l) les effets résiduels et leur importance;
- m) les plans de suivi;
- n) la mise hors service;
- o) la durabilité du projet [note : a) analyse de l'équilibre entre les avantages et les inconvénients du projet pour l'environnement ou l'écologie, la société, l'économie, la culture et la santé humaine; b) les indicateurs et la méthode à utiliser pour cette analyse devront être déterminés graduellement.]

Évaluation ordinaire

- C) qu'outre l'évaluation et l'examen des éléments mentionnés en B), l'évaluation des effets puisse aussi comprendre le recours à un comité consultatif technique dûment constitué, des directives, la possibilité d'audiences publiques et un programme d'aide aux participants.

Évaluation variable

- D) que les directives régissant l'évaluation des effets d'un projet précis reflètent l'étendue des activités de planification et de préparation de la demande de permis liées au projet. Si les activités de planification et de préparation ont déjà traité les problèmes pertinents de façon satisfaisante, qu'on puisse considérer ces activités comme ayant déjà satisfait à une ou plusieurs des exigences juridiques et informationnelles du processus d'évaluation des effets et qu'en conséquence, on puisse « créditer » ces activités. Plus les activités de planification et de préparation de la demande de permis seront complètes, plus il est probable que le processus formel d'évaluation des effets soit simplifié.
- E) que les principes régissant la valeur des activités de planification et de préparation de la demande de permis dans l'évaluation des effets soient les suivants : a) tous les problèmes doivent être traités adéquatement et b) un travail bien fait et à jour n'a pas besoin d'être refait. Autrement dit, la forme précise de l'évaluation des effets reflétera la mesure dans laquelle les activités de

planification et de préparation de la demande satisfont aux exigences en matière d'information, de participation publique, de résolution des problèmes, d'atténuation et de signification des incidences environnementales et autres.

- F) que, s'il existe un doute raisonnable que les activités de planification ou de préparation de la demande de permis aient adéquatement résolu un problème, l'évaluation des effets fasse une enquête suffisante pour éliminer ce doute ou, si cela n'est pas possible, réexamine le problème en question. Il se peut que la nécessité de réexaminer certains problèmes de planification doive être déterminée par une Commission de protection de l'environnement restructurée et impartiale.
- G) que l'obligation de notifier le public d'une demande de permis et de lui permettre de faire part de ses inquiétudes au directeur de la concession des permis, ainsi que la possibilité d'émettre des directives et de tenir des audiences publiques, soient maintenues.
- H) que l'on ait recours à la médiation (dans la mesure où elle peut réussir) pour limiter de façon similaire les éléments étudiés à chacune des étapes du processus d'évaluation des effets, les audiences publiques par exemple.
- I) que la concession d'un permis par stade, maintenant autorisée en vertu de l'article 13 de la Loi sur l'environnement, soit assujettie à la condition que l'on sache que les incidences environnementales de l'ensemble du projet sont peu significatives ou peuvent le devenir au moyen de mesures d'atténuation réalisables par la technologie actuelle. Le test de signification doit être un test objectif.
- J) que les projets d'aménagement ne soient pas considérés pour une évaluation des effets et la concession d'un permis à moins d'être compatibles avec le plan de développement durable local ou zonal ou avec une modification du plan pertinent, le cas échéant, ou à moins qu'une modification du plan pertinent permettant le projet ne soit en voie de réalisation. (Dans certaines régions, il se peut qu'il n'y ait qu'un plan zonal.)
- K) qu'en l'absence d'un plan (pendant la période de transition par exemple), les projets proposés soient soumis à une évaluation des effets, telle qu'elle est décrite en B);

Processus de décision unique

- L) quand une seule approbation est requise pour un projet d'aménagement (p. ex. permis d'affectation de ressources hydriques, permis d'évaluation des effets, approbation municipale, etc.), que le processus d'examen pertinent (amélioré conformément aux présentes recommandations) s'applique. Si le public a des inquiétudes, que des mécanismes de résolution de conflits, comme la médiation, soient offerts et encouragés.

Coordination des décisions multiples

M) si des approbations multiples sont requises, que des mécanismes d'exécution permettent de coordonner les processus d'examen applicables afin que l'examen et l'évaluation soient effectifs et efficaces. Cette coordination devra établir des liens entre les différents processus, afin d'assurer la résolution des conflits, la participation du public, l'utilisation partagée des comités consultatifs techniques, la collecte de renseignements, l'élaboration de directives, l'adoption de paramètres pour la tenue d'audiences communes et la coordination des décisions et des communiqués. La coordination pourrait être assurée par un responsable du cas qui guiderait le promoteur et les autres intervenants. Il faut veiller à ce que ces mécanismes soient justes; ils ne doivent pas compromettre ou sembler compromettre l'intégrité et l'objectivité des décisionnaires.

Recours implicite aux processus individuels

N) que les processus applicables soient utilisés quand les processus d'examen de l'aménagement ne sont pas coordonnés.

Modification des permis, propositions et projets d'aménagement

O) que l'on adopte les dispositions suivantes afin d'améliorer l'examen des modifications susceptibles d'avoir des incidences sur l'environnement, la société, l'économie, la culture et la santé humaines :

- a) si le public a participé à un examen qui est en cours, le public sera notifié et aura la chance de donner son avis;
- b) si le public a participé à l'examen d'un projet et que le permis a été accordé, le public sera notifié et aura la chance de donner son avis;
- c) si un avis de modification est reçu relativement à un projet d'aménagement qui ne fait pas l'objet d'un permis, le public sera notifié et aura la chance de donner son avis;
- d) toutes les décisions relatives aux modifications seront inscrites sur le registre public et signalées dans le rapport annuel du ministère de l'Environnement.

Examen par catégorie [évaluation par catégorie]

P) que le Manitoba adopte un processus « d'examen par catégorie » pour la concession des permis, afin de faciliter l'évaluation des volets des projets qui sont souvent évalués et dont on connaît bien les répercussions sur l'environnement et les mesures d'atténuation. Une directive permanente serait le point de départ de l'élaboration d'une directive propre au projet. S'il existe des mesures d'atténuation habituelles acceptées, ces mesures pourraient aussi faire partie d'une directive standard. Les directives permanentes ou standard devraient donner au public au moins autant d'occasions de participer que le ferait une évaluation environnementale du projet. L'obligation de notifier le public d'une demande de permis, de permettre au public de faire part de ses commentaires au directeur de la concession des permis, ainsi que la possibilité d'émettre des directives propres au projet et de tenir des audiences publiques, seront maintenues.

Discrétion du ministre pour la qualification d'un projet d'aménagement

- Q) que l'on prenne des mesures pour remédier aux difficultés juridiques qui existent actuellement relativement à l'interprétation et à l'application de l'article 16 de la Loi sur l'environnement afin que le ministre ait clairement le pouvoir de déterminer si un projet d'aménagement doit faire l'objet d'une évaluation des effets.**

Fin des droits acquis

- R) que les projets d'aménagement réalisés avant la promulgation de la Loi sur l'environnement et qui ne sont pas régis par un permis ou qui font l'objet d'une ordonnance de la Commission de protection de l'environnement soient graduellement incorporés au processus d'obtention de permis décrit ci-dessus.**

5. Participation du public

La participation du public aux processus de planification et de prise de décision n'est pas assurée de façon uniforme. Il arrive que des décisions clés (p. ex. une affectation importante de ressources) soient prises et que le public ne soit invité à participer que plus tard, lors de l'évaluation des incidences du projet sur l'environnement, évaluation qui porte principalement sur les mesures d'atténuation. Les différents processus de prise de décision s'accompagnent de différents niveaux de participation publique, et de différents niveaux et degrés de facilité d'accès à l'information.

Les recommandations qui suivent ne signifient pas qu'aucune consultation efficace n'a lieu au Manitoba à l'heure actuelle, mais préconisent plutôt l'intégration d'une démarche de consultation publique uniforme, opportune et effective dans les processus de planification, d'affectation importante de ressources et d'évaluation et d'examen des projets d'aménagement. Certaines des recommandations sont appliquées actuellement dans certains processus, mais elles ne le sont pas uniformément dans tous les ministères ni dans tous les processus pertinents de prise de décision.

Recommandations

Le groupe recommande :

Participation à la planification et à l'examen et évaluation

- A) que l'on prévoie une participation et une consultation effectives et valables du public à tous les niveaux de planification, d'affectation importante de ressources et d'examen et d'évaluation des effets, y compris :**
- a) la possibilité pour le public de donner son avis sur l'information à exiger du promoteur et sur ce que les directives qui lui seront données devraient contenir;**
 - b) la possibilité pour le public de rencontrer le promoteur, les experts du promoteur et le comité consultatif technique (CCT – comité interministériel**

formé en vertu de la Loi sur l'environnement et chargé d'offrir des conseils d'expert au directeur à propos des projets d'aménagement);

- c) la possibilité de rencontrer les experts du promoteur et du gouvernement;
- d) notification immédiate et effective, une méthode de notification standard et un accès facile à l'information;
- e) l'élaboration de protocoles définissant les procédures qui constituent une consultation « effective », « valable » et « opportune »;
- f) la mise en place de mécanismes de renforcement des capacités, pour permettre au public de participer de façon valable aux processus de développement durable (y compris éducation et sensibilisation, délais appropriés de notification et de réponse, accès à l'information et possibilité d'aide financière);
- g) la reconnaissance et la considération du savoir local, des connaissances spéciales naturalisées et des connaissances communautaires dans les processus de développement durable.

Participation immédiate

- B) que le Manitoba encourage le promoteur à prévoir des moyens de faire participer le public avant que ne commence le processus d'évaluation officielle du projet d'aménagement ou qu'on n'ait décidé l'importante affectation de ressources, y compris des moyens de faire participer les personnes que les méthodes traditionnelles ne joignent pas ou n'incitent pas à participer, entre autres les peuples autochtones.

Information et notification

- C) que les ministères rédigent et offrent au public des guides clairs et « conviviaux » pour l'aider à participer aux processus de planification et d'examen des projets d'aménagement.
- D) que l'on passe en revue les méthodes de notification publique utilisées actuellement pour accroître l'accès à l'information partout au Manitoba et tirer parti des nouvelles technologies.
- E) que le Manitoba, afin d'accroître la capacité du public de participer à la prise de décisions et d'influencer les décisions prises dans les processus de planification et d'examen des projets d'aménagement :
 - a) mette en place un échéancier de notification pour les organismes décisionnaires afin que le public soit avisé de la même façon et sans tarder des activités de planification, d'affectation importante de ressources et d'examen des projets d'aménagement;
 - b) oblige les promoteurs à donner au public et aux groupes la possibilité de se faire entendre et des occasions raisonnables de le faire, et de savoir qu'on les a entendus;
 - c) spécifie que le public doit bénéficier d'un délai raisonnable pour examiner les plans et propositions et y répondre;

- d) fournisse au public, avec la décision, de la documentation sur les critères utilisés et les raisons données par les décisionnaires (y compris les organismes d'appel);
- e) veille à ce que le public ait facilement accès, et sans délai, aux copies des documents utilisés dans les processus de planification, d'affectation importante de ressources et d'évaluation du projet d'aménagement, ainsi qu'aux copies des permis, des décisions rendues après appel et des autres autorisations émises par un organisme de réglementation;
- f) mette à la disposition du public des rapports de suivi réguliers et fiables sur les activités de surveillance et d'exécution et les actions qui en ont découlé.

Participation du public aux décisions sur l'aménagement du territoire et la mise en valeur des ressources

- F) que le Manitoba, afin de garantir la participation du public à la prise de décision à l'étape de la planification :
 - a) obtienne l'avis du public avant la prise de décisions irrévocables sur l'aménagement du territoire ou une affectation importante de ressources, en établissant publiquement les critères qui serviront à déterminer les circonstances dans lesquelles l'avis du public sera requis, et en se fondant toujours sur ces critères;
 - b) demande l'avis du public lors de la formulation de toutes les politiques publiques, lois et stratégies qui ont trait à l'air, au territoire et à l'eau, afin de mieux tenir compte des valeurs écologiques, socio-économiques et culturelles ou patrimoniales, et des considérations pour la santé.

Évaluation indépendante de la conception

- G) que le Manitoba oblige les promoteurs de grands projets d'aménagement à prouver que la conception du projet a été indépendante de l'évaluation des incidences du projet.

Conseil manitobain de l'environnement

- H) que le gouvernement revoie le mandat du Conseil manitobain de l'environnement décrit dans la Loi sur l'environnement.

Encouragement de la consultation

- I) que le Manitoba encourage activement les promoteurs, y compris le gouvernement, à faire une consultation valable et à large échelle et à s'efforcer sérieusement de répondre aux inquiétudes exprimées avant que le projet d'aménagement n'aille plus avant dans le processus de prise de décision, et qu'il exige des preuves à l'appui de ces efforts.

Audiences publiques

- J) que le Manitoba définisse des critères clairs et bien compris pour déterminer la nécessité de tenir des audiences publiques et qu'il se fonde sur ces critères pour décider la tenue de ces audiences. L'explication publique de ces décisions serait fondée sur ces critères.

- K) que le Manitoba permette aux organismes chargés des audiences de faire les enquêtes factuelles indépendantes qui peuvent leur être utiles dans la prise de décisions imminentes ou attendues, et leur fournisse des ressources pour le faire.**
- L) que le gouvernement, pour assurer le bon fonctionnement des audiences :**
- a) donne des directives claires aux juges sur les affaires à entendre ou les produits requis de l'audience. L'émission de directives ou un processus semblable devrait être la principale manière de fournir aux organismes chargés des audiences des instructions sur les problèmes à examiner ou les produits requis. En règle générale, les tribunaux devraient se concentrer sur des affaires importantes, y compris les questions qui demeurent controversées pour le public, les domaines où il reste des doutes techniques et les questions qui peuvent ne pas avoir été examinées suffisamment.
 - b) demande aux tribunaux de s'engager à acquérir une connaissance des questions techniques avant et pendant l'audience;
 - c) exige la divulgation au public et au tribunal, avant l'audience, de toute information que le promoteur est obligé de révéler ou qu'il se propose d'utiliser pendant l'audience, dans un délai précis. Si le promoteur ne fournit pas l'information requise avant la tenue de l'audience, les juges pourront reporter l'audience. Les parties qui veulent intervenir devraient aussi être tenues de déposer leur documentation dans un délai précis.
 - d) passe en revue la liste de juges afin de vérifier que :
 - i. les juges peuvent participer quand il le faut;
 - ii. la liste de juges reflète une vaste gamme de connaissances techniques et non techniques, afin qu'ils puissent juger de tous les composants du développement durable;
 - iii. les juges sont indépendants;
 - iv. les juges n'ont pas de conflit d'intérêts;
 - v. ces critères sont reflétés dans le choix des juges pour chaque instance.

Registres publics

- M) que le Manitoba, afin de faciliter l'accès à des renseignements à jour et historiquement pertinents :**
- a) élargisse le système de registre public afin qu'il inclue les activités de planification et d'affectation de ressources en plus de l'information actuelle sur les autorisations environnementales;
 - b) améliore les registres publics et l'accès à l'information qu'ils contiennent, ce qui devrait comprendre :
 - i) un catalogage efficace;
 - ii) des activités de diffusion externe;
 - iii) des mesures de prévention du vol;
 - iv) des heures d'ouverture pratiques, pour améliorer l'accès du public au service en dehors des heures de travail ordinaires;
 - v) la conservation à long terme des renseignements consignés et l'accès du public à ces renseignements pendant tout ce temps;

- vi) l'uniformisation du contenu du registre afin qu'on y consigne de la même manière les projets proposés, les directives relatives à la réglementation données aux promoteurs, les procès-verbaux des CCT, les commentaires du ministère et du public, les communications entre les promoteurs et les décisionnaires, les documents des évaluations, les listes des « insuffisances », les permis, les avis de modification, les dispositions des modifications proposées, les rapports de surveillance, les renseignements sur la conformité, etc.;
- vii) des directives claires du ministère aux responsables du registre sur l'utilisation, la tenue, l'objet de l'information fournie, etc.;
- viii) un accès facile à l'information consignée pour ceux qui cherchent de l'information;
- ix) l'obligation particulière pour les planificateurs (et les promoteurs) de fournir un nombre suffisant de copies de leurs documents aux registres – il faut accorder une considération spéciale aux besoins des collectivités éloignées, afin que les parties intéressées dans ces collectivités aient facilement accès à l'information et la comprennent aisément;
- x) des sommaires simples, en langage courant, de la documentation technique fournie aux registres par les promoteurs;
- c) crée, au besoin, des registres particuliers à un projet, des registres « locaux », des registres « régionaux » et des registres fédéraux-provinciaux communs;
- d) encourage les promoteurs et les ministères à rencontrer le public pour expliquer le contenu des registres;
- e) définisse clairement le rôle du promoteur pour ce qui est de ces registres (comme la diffusion externe du projet);
- f) établisse un registre électronique accessible par ordinateur, tout en reconnaissant que l'accès actuel aux médias électroniques est limité.

Comités consultatifs techniques (CCT)

- N) que la formation d'un comité consultatif technique (CCT) et le processus de consultation technique deviennent obligatoires et soient spécialement reconnus dans la loi, et qu'on s'en serve également pour examiner un nombre limité de propositions d'aménagement du territoire de grande envergure. Il faudra élaborer des critères pour guider cette utilisation.
- O) que le CCT ait des ressources pour pouvoir se procurer l'expertise dont il a besoin en dehors du gouvernement.
- P) que le public ait la possibilité de rencontre le CCT ou des membres de ce comité, et qu'il ait accès aux procès-verbaux de ses réunions.

Aide financière aux participants

- Q) que l'on donne à tous les participants à un processus de planification, d'affectation importante de ressources ou d'examen et d'évaluation la possibilité

d'acquérir de l'information et de donner leur avis lors de la prise de décisions en se fondant sur cette information. On peut le faire par les moyens suivants :

- a) accès à l'information et à l'expertise du gouvernement;
- b) interaction du public avec le promoteur lors de la conceptualisation du projet;
- c) participation à la préparation des instructions au promoteur;
- d) accès à une aide financière.

R) que le règlement actuel sur le programme d'aide financière aux participants soit révisé de façon à inclure :

- a) la planification;
- b) les décisions sur les affectations importantes de ressources;
- c) la médiation;
- d) une explication claire du fait que l'aide financière peut provenir du promoteur ou du gouvernement.

Résolution des différends

S) que le Manitoba, afin d'encourager le règlement volontaire des différends, prévoie un processus de médiation qui comprendrait les éléments suivants :

- a) la capacité d'inclure toutes les parties;
- b) un endroit « sûr » où parler;
- c) une participation volontaire;
- d) la « non-divulgence de l'information », au sens juridique du terme;
- e) la détermination de l'ampleur de la discussion par les parties;
- f) les processus d'examen et d'évaluation sont encore exécutoires, mais si la médiation réussit, les problèmes réglés par la médiation n'auront pas à être réexaminés lors de l'évaluation.

6. Interface fédérale-provinciale

Recommandations

Le groupe recommande :

Respect des engagements nationaux et internationaux

A) que les processus de prise de décisions sur l'environnement, les ressources et l'aménagement du territoire respectent les engagements pris par le Manitoba et les obligations qui lui incombent en vertu d'ententes interprovinciales, nationales et internationales.

Accès aux ententes, engagements, renseignements

B) que l'on puisse facilement avoir accès aux ententes interprovinciales, nationales et internationales existantes qui peuvent avoir une incidence sur les activités de planification et d'examen et d'évaluation du développement entreprises par le Manitoba, aux obligations et engagements connexes qui découlent de ces

ententes et à l'information sur les activités entreprises par le Manitoba pour satisfaire à ses obligations et engagements. Cet accès pourrait comprendre la consignation de ces ententes sur les registres publics.

- C) que le Manitoba veille à ce que les participants aux processus d'examen et d'évaluation aient accès à l'information relative aux obligations et engagements pertinents qui découlent de ces ententes, dans le domaine de l'environnement, des ressources et de l'aménagement du territoire.

Participation du public et responsabilité

- D) que le Manitoba, lors de la négociation des ententes auxquelles le Manitoba sera partie, prévoie des moyens efficaces de faire participer le public à l'élaboration des principes et positions de négociation du Manitoba.
- E) que le Manitoba inclue dans ces ententes, ou demande instamment qu'y soient inclus, des mécanismes de responsabilisation relatifs aux obligations et engagements qui en découlent, y compris des évaluations régulières de la performance et l'obligation de produire des rapports.

7. Interface avec les Autochtones

Au cours de ses délibérations, le groupe principal de la Consultation a constaté que les processus de consultation, de planification de l'aménagement du territoire et de la mise en valeur des ressources, d'affectation des ressources, de concession de permis environnementaux et de réglementation, y compris les processus d'évaluation environnementale, laissaient beaucoup à désirer dans leur considération des peuples autochtones du Manitoba.

Le groupe principal a reconnu, par ailleurs, que les peuples autochtones et le gouvernement du Manitoba se sont heurtés à des difficultés dans certains de leurs pourparlers préalables, entre autres leurs négociations sur certaines questions environnementales. Le groupe principal estime que le succès des initiatives et recommandations présentées ici dépendra dans une large mesure de l'existence de communications ouvertes entre le gouvernement du Manitoba et les peuples autochtones, surtout en ce qui a trait à des sujets délicats comme les questions de juridiction et les droits autochtones. Nous tenons à signaler que la croissance attendue de la population autochtone urbaine, particulièrement celle de Winnipeg, compliquera le défi à relever. Il faudra trouver des solutions novatrices pour impliquer ce segment important, mais diffus et désorganisé, de notre population.

Le gouvernement du Manitoba a déclaré sa volonté d'impliquer les peuples autochtones dans les processus de développement durable dans le troisième principe de développement durable, alinéa (3) : « Les Manitobains devraient comprendre et respecter les points de vue, valeurs, traditions et aspirations différents en matière économique et sociale », et alinéa (4) : « Les Manitobains devraient prendre en compte les aspirations,

les besoins et les points de vue des diverses régions et des divers groupes ethniques du Manitoba, notamment ceux des peuples autochtones, pour faciliter une gestion équitable des ressources communes de la province. » En outre, la deuxième directive, « Participation du public », la troisième, « Accès à l'information » et la quatrième, « Planification et prise de décision intégrées », visent particulièrement la participation des peuples autochtones, tant comme Manitobains que comme peuple jouissant de garanties juridiques uniques.

Les droits issus des traités et les droits autochtones ancestraux garantis par la constitution, les résultats de récentes décisions judiciaires, les nouveaux droits et nouvelles responsabilités qui découlent de l'autonomie gouvernementale, la politique manitobaine sur le gouvernement des Premières Nations (1996) et le protocole d'entente entre l'Assemblée des chefs autochtones du Manitoba – Manitoba Keewatinowi Ojimakina et le ministre des Ressources naturelles sur le réseau manitobain de zones protégées (1998) ont donné naissance à une série de postulats sur la relation entre le Manitoba et les peuples autochtones. Le groupe principal s'est fondé sur les postulats suivants pour la formulation de ses recommandations :

1. Les peuples autochtones et leurs droits uniques sont ou seront reconnus, considérés et mentionnés spécialement dans les plans d'aménagement du territoire et de mise en valeur des ressources, dans les affectations importantes de ressources, dans la concession de permis environnementaux et dans les mécanismes de réglementation, y compris les instruments et documents d'évaluation des effets.
2. L'évolution des peuples autochtones vers l'autonomie est ou sera reconnue et considérée dans les plans d'aménagement du territoire et de mise en valeur des ressources, dans les affectations importantes de ressources, dans la concession de permis environnementaux et dans les mécanismes de réglementation, y compris les instruments et documents d'évaluation des effets.
3. Il faut effectuer une consultation valable pour les projets d'aménagement qui peuvent avoir des incidences sur les droits ancestraux, les droits issus des traités ou les intérêts des Autochtones, y compris les projets prenant place sur le territoire traditionnel autochtone et ceux qui peuvent avoir des répercussions sur les terres des réserves des Premières Nations.
4. Les conseils et documents de planification (c.-à-d. les plans d'aménagement des territoires autochtones traditionnels) qui ont été préparés par des peuples autochtones ou qui leur appartiennent sont ou seront inclus et mentionnés dans les schémas généraux d'aménagement.
5. Des mesures spéciales ont été ou seront mises en place pour aviser la population autochtone des processus de développement durable et lui donner un délai de réponse suffisant, dans les cas où les droits ancestraux, les droits issus des traités ou les intérêts des Autochtones risquent d'être touchés.

6. Les processus de consultation et de prise de décision qui ne risquent pas de toucher les droits ancestraux, les droits issus de traités et les intérêts des Autochtones feront participer les peuples autochtones au même titre que tous les autres citoyens du Manitoba.
7. Le Manitoba reconnaît et respecte les cultures, histoires et traditions distinctives des Premières Nations du Manitoba.
8. Le savoir traditionnel des Premières Nations est un élément essentiel de la planification de l'aménagement du territoire et de la mise en valeur des ressources, des affectations importantes de ressources, de la concession de permis environnementaux et des mécanismes de réglementation, y compris les évaluations des effets.

Recommandations

Le groupe recommande :

Élaboration d'une stratégie de consultation

- A) que le Manitoba travaille en partenariat avec les peuples autochtones pour élaborer une stratégie de consultation exhaustive qui servira à guider l'élaboration d'un protocole (voir B ci-dessous). Cette stratégie pourra aussi être utilisée par après pour d'autres processus de développement durable nécessitant consultation.

Élaboration d'un protocole

- B) que le Manitoba travaille en partenariat avec les peuples autochtones (et emploie la stratégie de consultation mentionnée en A ci-dessus) pour élaborer un protocole exhaustif traitant de la participation des peuples autochtones dans les cas où les plans d'aménagement du territoire et de mise en valeur des ressources, une importante affectation de ressources, l'évaluation et l'examen du développement et les mécanismes de réglementation, y compris les instruments et documents d'évaluation des effets, les touchent. Le contenu de ce protocole serait déterminé conjointement, mais le groupe principal est d'avis que le protocole devrait s'efforcer, au minimum, de tenir compte des postulats mentionnés auparavant ainsi que des questions suivantes :
 - a) que le Manitoba travaille en partenariat avec les peuples autochtones quand il propose ou met en œuvre des processus de développement durable qui sont susceptibles d'avoir des incidences sur leurs droits ancestraux ou issus des traités ou leurs intérêts;
 - b) que les processus de développement durable, y compris les instruments de planification et autres documents, reconnaissent et respectent les droits ancestraux et issus des traités et les intérêts autochtones;
 - c) que les processus de développement durable reconnaissent l'importance de la culture, du savoir, des traditions et des valeurs culturelles et spirituelles des peuples autochtones;

- d) que des mécanismes de renforcement des capacités soient mis en place pour permettre aux peuples autochtones de véritablement participer aux processus de développement durable (y compris éducation et sensibilisation, délais appropriés de notification et de réponse, accès à l'information, possibilité d'aide financière);
 - e) que le savoir local (savoir écologique traditionnel), les connaissances spéciales naturalisées et les connaissances communautaires soit reconnus et considérés dans les processus de développement durable;
 - f) qu'une consultation valable ait lieu avec les peuples autochtones quand les plans de mise en valeur des ressources, une importante affectation de ressources, les procédés d'évaluation du développement et les mécanismes de réglementation, y compris l'évaluation des effets, sont susceptibles d'avoir des incidences sur les droits ancestraux ou issus des traités ou les intérêts autochtones;
 - g) que les peuples autochtones soient véritablement représentés dans tous les mécanismes de consultation et de prise de décision qui ont trait au développement durable;
 - h) qu'une bonne représentation des peuples autochtones soit obligatoire dans les mécanismes d'enquête factuelle, d'étude technique et de prise de décision quand il est probable que leurs droits ancestraux ou issus des traités ou leurs intérêts seront touchés.
- C) que le Manitoba et les peuples autochtones commencent l'élaboration du protocole le plus tôt possible, en suivant un échéancier précis d'élaboration et de mise en œuvre du protocole et en faisant des comptes rendus réguliers de leur progrès au public.
- D) comme les droits ancestraux et issus des traités et les intérêts autochtones relèvent de différentes autorités, que le Manitoba collabore avec le Canada pour clarifier et simplifier le flot de communications sur les questions et processus de développement durable.
- E) que le Manitoba recommande une bonne participation des peuples autochtones aux débats et aux processus de développement durable qui sont susceptibles d'avoir des incidences sur les droits ancestraux ou issus des traités ou les intérêts autochtones.
- F) que tous les ministères et toutes les corporations de la Couronne reçoivent des directives sur la mise en œuvre des processus du protocole.

8. Responsabilité

Certains des instruments techniques nécessaires, tels que les indicateurs ou indices de développement durable, sont en cours d'élaboration, mais pas encore complètement au point. La mesure et la prévisibilité de la durabilité s'amélioreront avec l'évolution de ces

instruments. Il est important que le Manitoba crée une culture de réglementation qui permette et encourage l'utilisation et l'évolution de ces instruments.

Recommandations

Le groupe recommande :

Vérificateur du développement durable

- A) que le Manitoba crée le poste de vérificateur du développement durable et charge cette personne de vérifier la mise en œuvre du développement durable au sein du gouvernement provincial et d'en faire rapport au public. Nous suggérons que ce vérificateur soit rattaché au bureau du vérificateur provincial. Le vérificateur du développement durable dépendrait directement de l'Assemblée législative.

Critères et indicateurs de développement durable

- B) que le Manitoba travaille énergiquement à la formulation de critères et d'indices de développement durable, commencée en vertu de la Loi sur le développement durable. Ces critères et indices devraient comporter un élément de mesure objective appréciable (point de référence et mesure continue) chaque fois que possible, et être complétés par des rapports périodiques au public prescrits par la loi. Le vérificateur provincial du développement durable devrait évaluer l'efficacité du système d'indicateurs et y suggérer des améliorations.

Protection pour obéissance aux lois

- C) que l'on adopte une loi protégeant tous les employés contre le congédiement, les mesures disciplinaires, les pénalités, les contraintes et les actes d'intimidation provoqués par leur obéissance à toute loi fédérale ou provinciale pertinente ou à tout règlement, permis, ordonnance, etc. découlant de ces lois, par la divulgation de renseignements au ministère concerné au sujet de ces lois ou par les efforts déployés pour faire respecter ces lois. Que toute plainte à cet égard soit portée devant la Commission du travail du Manitoba, qui en jugera. Qu'en cas d'infraction à cette nouvelle disposition protégeant les employés, la Commission ait le pouvoir d'émettre des ordonnances de redressement, comme elle est présentement habilitée à le faire en cas de pratique déloyale de travail, en vertu de l'article 7 de la Loi sur les relations du travail.

ANNEXE A

PRINCIPES ET DIRECTIVES DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

PRINCIPES

1. INTÉGRATION DES DÉCISIONS

- 1) Les décisions économiques devraient refléter de façon adéquate leurs conséquences sur l'environnement, la santé et la société.
- 2) Les initiatives en matière d'environnement et de santé devraient prendre en compte de façon adéquate leurs conséquences sur l'économie, la santé et la société.

2. SUPERVISION DE LA GESTION DE L'ENVIRONNEMENT

- 1) L'économie, l'environnement, la santé et le bien-être social devraient être gérés pour le bénéfice des générations présentes et à venir.
- 2) Les Manitobains sont les dépositaires de l'économie, de l'environnement, de la santé et du bien-être social pour le bénéfice des générations présentes et à venir.
- 3) Les décisions prises aujourd'hui prennent en compte les conséquences à venir.

3. RESPONSABILITÉ PARTAGÉE ET COMPRÉHENSION

- 1) Les Manitobains devraient reconnaître qu'ils sont responsables du développement durable de l'économie, de l'environnement, de la santé et du bien-être social, chacun étant responsable des décisions prises et des actions accomplies dans un esprit de collaboration et de coopération complètes.
- 2) Les Manitobains partagent un environnement économique, physique et social commun.
- 3) Les Manitobains devraient comprendre et respecter les points de vue, valeurs, traditions et aspirations différents en matière économique et sociale.
- 4) Les Manitobains devraient prendre en compte les aspirations, les besoins et les points de vue des diverses régions et des divers groupes ethniques du Manitoba, notamment ceux des peuples autochtones, pour faciliter une gestion équitable des ressources communes de la province.

4. PRÉVENTION

Les Manitobains devraient prévoir les conséquences néfastes d'envergure pour l'économie, l'environnement, la santé et la société des décisions prises et des actions accomplies, les prévenir et en limiter les effets, en tenant tout particulièrement compte des décisions dont les conséquences ne sont pas parfaitement claires mais qui, en se fondant sur des motifs raisonnables et bien informés, semblent créer des menaces potentiellement graves pour l'économie, l'environnement, la santé et le bien-être social.

5. CONSERVATION ET PROMOTION

Les Manitobains devraient :

- a) maintenir les processus écologiques, la biodiversité et le milieu vital de l'environnement;
- b) exploiter les ressources renouvelables en visant un rendement équilibré;

- c) faire une utilisation sage et efficace des ressources renouvelables et non renouvelables;
- d) promouvoir la capacité, la qualité et la capacité de production à long terme des écosystèmes naturels.

6. RÉCUPÉRATION ET REMISE EN ÉTAT

Les Manitobains devraient :

- a) s'engager à remédier aux dommages et à la détérioration qu'a subis l'environnement;
- b) prendre en compte les besoins en matière de remise en état et de récupération avant de prendre de nouvelles décisions ou d'accomplir de nouvelles actions.

7. RESPONSABILITÉ PLANÉTAIRE

Les Manitobains devraient adopter un point de vue planétaire lorsqu'ils accomplissent un geste en un lieu donné, en reconnaissant qu'il n'existe aucune frontière à l'économie et à l'environnement et qu'il existe une interdépendance écologique et économique entre les provinces et les nations; ils devraient travailler en collaboration, à l'intérieur du Canada et sur la scène internationale, pour accélérer la fusion des facteurs économiques, environnementaux, de santé et sociaux à prendre en compte dans la prise des décisions tout en élaborant des solutions équitables et exhaustives pour régler les problèmes.

DIRECTIVES

1. UTILISATION EFFICACE DES RESSOURCES, c'est-à-dire :

- a) encourager et faciliter l'élaboration et l'application de systèmes permettant une détermination juste du prix des ressources, une régulation de la demande et une répartition des ressources liées à des incitations à leur utilisation efficace;
- b) appliquer la méthode du coût de revient complet pour permettre de mieux renseigner les décideurs.

2. PARTICIPATION DU PUBLIC, c'est-à-dire:

- a) créer des forums en vue d'encourager la consultation des Manitobains et leur participation véritable au processus décisionnel;
- b) s'engager à respecter une procédure équitable et à accorder un avis préalable aux personnes dont les intérêts sont affectés de manière défavorable par des décisions et des actions;
- c) mettre tout en œuvre pour réaliser un consensus parmi les citoyens sur les décisions qui les concernent.

3. ACCÈS À L'INFORMATION, c'est-à-dire :

- a) encourager et faciliter l'amélioration de l'information en matière économique, environnementale, de santé et sociale;
- b) promouvoir, pour tous les Manitobains, un accès égal et rapide à l'information.

4. PLANIFICATION ET PRISE DE DÉCISION INTÉGRÉES, c'est-à-dire

encourager et favoriser les processus de planification et de prise de décisions qui sont

efficaces, opportuns, responsables et intersectoriels et qui prennent en compte la perspective transgénérationnelle des conséquences et des besoins futurs.

5. RÉDUCTION DES DÉCHETS ET SUBSTITUTION, c'est-à-dire :

- a) encourager et promouvoir le développement et l'utilisation de produits de substitution en remplacement des ressources rares lorsque de tels produits de substitution sont à la fois économiquement et environnementalement viables;
- b) diminuer, réutiliser, recycler et transformer les produits de la société.

6. RECHERCHE ET INNOVATION, c'est-à-dire encourager et aider la recherche, le développement, la mise en pratique et le partage des connaissances et des technologies qui contribuent à l'amélioration de notre économie, environnement, état de santé et bien-être social.

ANNEXE B

GROUPE PRINCIPAL DE COSDI

Stuart Brieese, organisation municipale rurale
Alice Chambers, écologiste
Gord Collis, industrie et fabrication
Radha Curpen, droit de l'environnement
Dwayne Hamilton, producteur agricole
Ed Huebert, association industrielle
Joe Keeper, perspectives autochtones
Ryan Kustra, services publics et promoteur
Mike Maksymyk, organisation municipale urbaine
Mike McKernan, consultant spécialiste de l'environnement
Brian Pannell, droit de l'environnement et écologiste
Merrell-Ann Phare, organisation écologiste autochtone
Jonathan Scarth, organisme de conservation international
John Sinclair (mandat partiel), universités et évaluation écologique
Dale Stewart, commission publique
Shirley Timm-Rudolph (mandat partiel), administration urbaine
Julie Frederickson, administration urbaine (a remplacé Shirley Timm-Rudolph)
Ed Sawatzky, coprésident, Développement rural Manitoba
Dick Stephens, coprésident, Environnement Manitoba

ANNEXE C

COMITE CONSULTATIF DE COSDI

Aboriginal Council of Winnipeg, Inc.
Alliance of Manufacturers and Exporters of Canada
Assiniboine River Management Board
Association des ingénieurs-conseils du Manitoba inc.
Association of Manitoba Archaeologists
Association of Manitoba Municipalities
Association of Professional Engineers of the Province of Manitoba
Canadian Association of Agri-Retailers
Agence canadienne d'évaluation environnementale
Fédération canadienne de l'entreprise indépendante
Institut canadien des inspecteurs en hygiène publique
Société pour la protection des parcs et des sites naturels du Canada
Institut canadien des produits pétroliers
Association des architectes paysagistes du Canada
Nick Carter
Ville de Brandon
Ville de Winnipeg
Chuck Chappel
Concerned Citizens of Winnipeg
Council of Women of Winnipeg
Canards Illimités Canada
Manitoba Chicken Producers et Manitoba Egg Producers
D^r Colin Gillespie
Institute of Urban Studies
Institut international de développement durable
Keystone Agricultural Producers Association
Association du Barreau du Manitoba
Manitoba Cattle Producers Association
Chambre de commerce du Manitoba
Association des districts de conservation du Manitoba
Manitoba Eco-Network
Conseil manitobain de l'environnement
Manitoba Environmental Industry Association
Manitoba Heavy Construction Association
Manitoba Hydro
Institut des agronomes du Manitoba
Manitoba Metis Federation
Manitoba Municipal Administrators Association Inc.
Manitoba Naturalists Society
Manitoba-North Dakota Zero-Tillage Farmers Association
Manitoba Pork Council
Manitoba Professional Planners Institute
Manitoba Prospectors and Developers Association Inc.
Manitoba Telecom Services Inc.
Manitoba Wildlife Federation
Institut manitobain des femmes

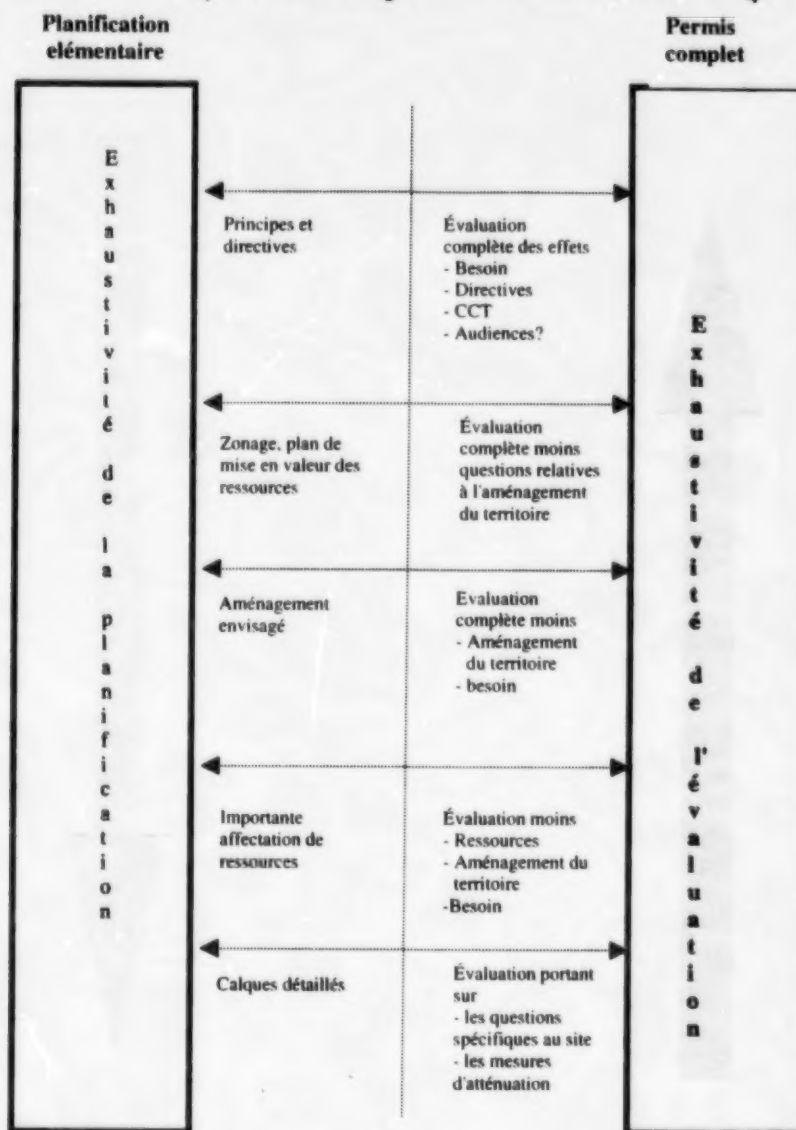
Mining Association of Manitoba Inc.
Syndicat national des cultivateurs
Northern Association for Community Councils
Northern Manitoba Round Table
Panterra Management
Provincial Council of Women of Manitoba
Resource Conservation Manitoba Inc.
TOLKO Manitoba Inc.
Institut canadien d'aménagement urbain
Winnipeg Chamber of Commerce
Winnipeg Construction Association Inc.
Fonds mondial pour la nature

Figure 1



Figure 2

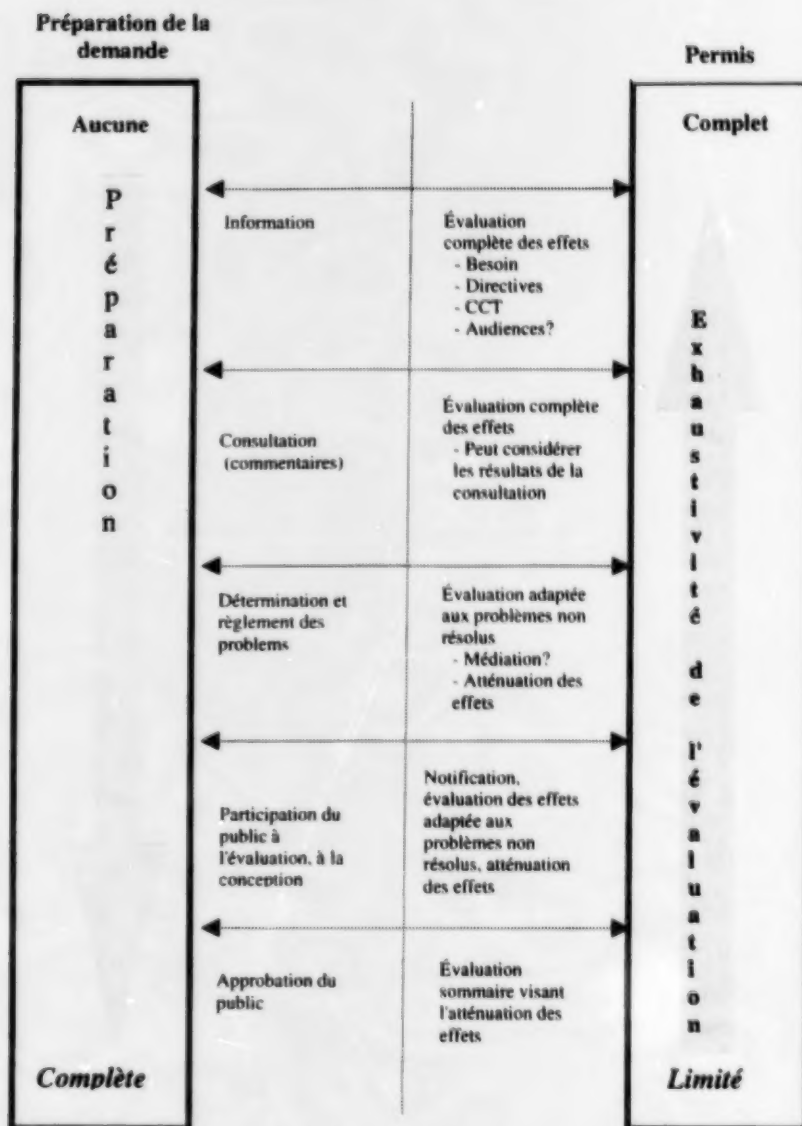
Liens entre les plans d'aménagement et la concession des permis



Les liens indiqués entre le degré de planification et l'évaluation requise ne sont que des exemples.

Figure 3

Liens entre la préparation de la demande et la concession du permis



- Les liens indiqués entre les activités de préparation de la demande de licence et l'évaluation requise ne sont que des exemples.